

# *l'Evolution des Québécoises en période de luttes féministes*

*par*

*Huguette Dagenais*

## ABSTRACT/RESUME

*The main factor responsible for the slow pace in social change for Quebec women is their absence from the administrative and decision-making levels of Quebec society. This situation is caused by the maintenance of the traditional division of labour in the household, the perpetuation of lower-level professional work ghettos for women, and the lack of responsible action from government in raising and educating children--all of which demand time-commitments from women and prevent them from willingly engaging*

*in power-related jobs which have their own considerable demands for time and energy.*

*A perceptive analysis will also detect other important factors excluding women from positions of power. Among these, for example, we find women's resistance to be viewed as exceptional when they succeed and thereby to be used as alibis for the status quo; women's reluctance to join men in perpetuating the patriarchal capitalistic power structure; and even psychological fears of taking risks and of shocking and alienating male relationships.*

*Change will only occur when women adopt a "guerilla warfare" mentality, realizing that they are in a "battle" from which they can emerge as equals only by seizing every bit of power from within societal structures without, however, being co-opted by those structures. To realize this goal it is important that each of us seizes opportunities in our own lives and workplaces, and that those already in positions of power regard themselves as instrumental "shock troops" for all their sisters.*

Malgré le titre ambitieux qui apparaît



au programme pour cette communication je ne vais pas tenter, en si peu de temps, de vous donner un aperçu général de l'évolution des Québécoises: le sujet est trop vaste et trop complexe, et pour être adéquatement traité il demanderait la collaboration d'un ensemble de chercheurs et la compilation d'un ensemble d'études portant sur les multiples facettes du sujet. Déjà, cependant, les données présentées pendant ce congrès par nos consoeurs des autres provinces sont de nature à susciter chez nous Québécoises des interrogations et des comparaisons. Je vais plutôt profiter de l'occasion qui m'est offerte pour vous faire part de certaines réflexions et de certaines questions que m'inspire la situation actuelle des Québécoises en cette période de luttes féministes, particulièrement en ce qui concerne leur relation avec le pouvoir. Puis, comme l'efficacité de notre lutte exige que nous fassions d'abord porter nos efforts chacune dans notre milieu de travail et dans notre vie quotidienne, je rappellerai--car ils sont connus--un certain nombre de changements à accomplir à l'intérieur des universités pour que les femmes y soient traitées sur un pied d'égalité avec leurs collègues masculins.

### Les femmes et le pouvoir

Dans le dernier tome de son autobiographie, Tout compte fait, Simone de Beauvoir écrit "qu'un individu se définit autant et parfois davantage

par ce qui lui échappe que par ce qu'il atteint."(1) En écrivant ces lignes l'auteur ne pensait pas particulièrement aux femmes, mais selon moi, l'observation s'applique très bien à la situation actuelle des femmes québécoises, et même des femmes en général, par rapport au pouvoir. Les témoignages entendus pendant ce congrès nous ont démontré avec éloquence que c'est notre (quasi-) absence des structures administratives et décisionnelles qui est principalement responsable de la lenteur des changements que nous revendiquons. Le récent rapport du Conseil du Statut de la femme nous en fournit un autre exemple. Malgré le travail impressionnant qu'il a accompli depuis sa création, malgré son rattachement direct au gouvernement et malgré ce que j'appellerais une "radicalisation" des femmes qui le composent, le Conseil en est toujours au stade des "recommandations" et les 306 recommandations du rapport Pour les québécoises: égalité et indépendance(2) ne font ni plus ni moins que systématiser et synthétiser des revendications formulées depuis déjà un bon moment par le Conseil lui-même et par les divers mouvements féministes du Québec. Jocelyne Ouellet, ministre du cabinet Lévesque, nous a précisé jeudi soir que les véritables "intentions" du gouvernement concernant la politique globale pour les femmes seront connues seulement à la fin de ce mois au moment du dépôt du mémoire du ministre Lise Payette et que c'est en février

prochain que le premier ministre, dans son discours d'ouverture de la Chambre, dévoilera lesquelles de ces recommandations seront mises en application durant les années qui viennent. De "recommandations" en "intentions," en serons-nous arrivées à une "amorce" d'action? Les Québécoises l'espèrent mais elles réservent leur jugement et leur enthousiasme pour ce moment-là. Chose certaine, ce n'est pas pour ses prises de position féministes jusqu'à maintenant que le P.Q. passera à l'Histoire.

En fait, tant que la composition du cabinet ministériel ne comptera pas davantage de femmes et tant que les femmes ne seront pas plus nombreuses parmi les sous-ministres et tous les hauts fonctionnaires, les changements tarderont à venir car le pouvoir ne nous sera pas donné: il faut le prendre.

C'est pourquoi je ne vais pas continuer à énumérer les preuves de notre sous-représentation dans toutes les structures où se décide notre avenir collectif. Cela ne ferait que tourner le fer dans la plaie et répéter des données que nous connaissons toutes. Je voudrais plutôt examiner avec vous certaines des objections qui ne manquent pas de nous être faites lorsque nous déplorons et dénonçons notre absence du pouvoir, ce afin que nous puissions mieux en contrer les effets

pernicieux et démobilisateurs.

Une première objection, venant la plupart du temps des hommes, pourrait être résumée ainsi: si les femmes sont absentes du pouvoir c'est parce qu'elles refusent de s'engager. Elles ne se portent pas volontaires, elles laissent passer les occasions: qu'elles ne viennent donc pas se plaindre ensuite. Nous savons toutes combien cet argument est fallacieux. Pourtant, je pense qu'il mérite quand même que nous nous y arrêtions un peu car il contient une part de vérité qu'ils nous faut envisager avec courage si nous voulons poursuivre efficacement notre entreprise de conscientisation individuelle et collective.

En effet, il ne suffit pas d'invoquer la deuxième journée de travail que doit accomplir la femme en rentrant du bureau, de l'usine ou de l'université, ni le fait que les femmes au foyer sont rarement sollicitées pour autre chose que du travail bénévole et des oeuvres de bienfaisance, pour que la réponse à l'objection soit satisfaisante. Certes, tant que la division des tâches à l'intérieur et à l'extérieur des foyers sera ce qu'elle est et tant que l'Etat n'assumera pas sa part de responsabilité dans le soin et l'éducation des enfants peu de femmes accepteront d'augmenter encore leur charge de travail par la participation à des comités, groupes de travail, ou partis politiques, ni même à des mouvements féministes.

Mais je pense que le problème est plus complexe encore: les femmes se trouvent dans une situation profondément contradictoire lorsque la question de la participation, de l'engagement se pose à elles. Je m'explique. A l'université, par exemple, mais vous pouvez transposer mes observations au niveau des syndicats, des commissions scolaires, des ministères, de toutes les institutions québécoises, les femmes représentent entre 10 et 15% du corps professoral. C'est très peu en comparaison de la proportion des étudiantes qui dépasse actuellement le 40%. Il n'y a que dans certains départements (en sciences infirmières et en service social, par exemple) qu'elles se retrouvent en nombre important; ailleurs elles brillent par leur absence (en génie et dans les sciences en général) ou se trouvent en nette minorité (comme c'est le cas en sciences sociales notamment). Encore une fois, ces chiffres sont connus. Ce qui l'est moins, et qui risque de compliquer passablement la vie de cette minorité de femmes, c'est le soudain enthousiasme de certains collègues masculins à vouloir nous faire participer, à tous les comités, comités ad hoc et groupes de travail constitués au cours d'une année dans les divers départements et facultés, afin d'y assurer, disent-ils, une représentation égale d'hommes et de femmes. A première vue il s'agit là d'un louable exemple d' "affirmative action" que nous ne pouvons qu'encourager pour rattrapper le plus rapidement possible

notre retard au niveau de la représentation numérique. Pourtant, il nous faut aussi redoubler de vigilance si nous ne voulons pas que notre sens des responsabilités, notre mauvaise conscience servent cette fois à cautionner et à légitimer une nouvelle forme, plus subtile, d'exploitation des femmes.

Déjà, même très minoritaires, les femmes professeurs à l'université ne sont pas moins présentes que leurs collègues masculins dans les syndicats et autres organisations volontaires, et je dirais même que leur participation aux discussions est proportionnellement plus intense. Chose certaine elles ne parlent pas pour rien dire, et leurs interventions sont habituellement remarquées et favorablement reçues. Il n'en reste pas moins cependant, que plus on monte dans l'échelle des responsabilités et des postes de direction, dans l'administration aussi bien que dans les associations volontaires, moins on trouve de femmes: il n'est plus question alors d' "égale représentation des deux sexes." En conséquence, dans la conjoncture actuelle, accepter un poste de direction équivaut nécessairement pour une femme à se mettre sur la sellette, à devenir en quelque sorte une vedette malgré elle, et certaines femmes sont réticentes à le faire. Pour plusieurs raisons d'ordre pratique, certes, mais parfois aussi pour des raisons d'éthique qui peuvent se résumer dans les deux autres objec-

tions que je voudrais examiner maintenant, à savoir, le danger de servir d'alibi pour le maintien du statut quo et le refus de collaborer avec un pouvoir dénoncé comme sexiste.

#### Femmes au pouvoir, femmes alibis?

En effet, avec le développement de la théorie et des mouvements féministes, les femmes sont le plus en plus alertées et méfiantes quant à l'usage idéologique qui peut être fait de leur participation au pouvoir et celles qui accèdent à des postes-clés sont conscientes d'être bien davantage "exceptions" qu' "exceptionnelles." Pourtant le danger n'en est pas moins réel que les dirigeants exploitent la présence de cette minorité de femmes dans les structures comme argument contre les autres femmes qui n'y ont pas accès. De plus, ces "femmes-exceptions" se trouvent devant un piège, qui, il faut bien l'admettre, ne manque pas d'attrait. Car, dans une société capitaliste basée sur la compétition et valorisant la réussite individuelle toutes les conditions se trouvent effectivement réunies pour faire croire à celles qui ont "réussi"-- "those who made it"--qu'elles doivent leur succès à leurs seuls talents et efforts personnels, et que toutes les femmes n'ont qu'à en faire autant. Il faut croire que plusieurs femmes se sont déjà laissées convaincre par un tel argument puisque, dans une étude récente sur La situation de la femme dans les universités québécoises,

Micheline Johnson, nous invitait à réfléchir sur la question suivante: "Pourquoi tant de femmes engagées dans la carrière académique estiment-elles qu'il n'y a pas de problème féminin à l'université?"(3)

En fait, sur ce plan la situation des femmes est en tous points semblable à celle des groupes ethniques minoritaires et des classes défavorisées--pensons seulement au "successful black business man or politician" aux Etats-Unis. La seule façon pour les femmes qui occupent des postes de pouvoir d'éviter de servir d'alibi et de retarder ainsi la promotion collective et individuelle de leurs consœurs c'est de se considérer personnellement, et de concevoir leur action, comme des instruments au service de la collectivité féminine, des moyens privilégiés dont il faut utiliser au maximum toutes les ressources, exploiter toutes les possibilités. En d'autres mots, les femmes au pouvoir doivent servir de tremplin aux autres femmes.

#### Participation ou contestation?

La seconde objection qu'ont certaines femmes à la participation au pouvoir sous sa forme actuelle pourrait se résumer dans la question: participation ou contestation? Il s'agit là d'une objection de taille car elle touche au coeur même de la contradiction profonde qui caractérise actuellement toutes les relations des femmes avec le pouvoir. En tant que féminin-

istes qui dénonçons le pouvoir capitaliste et phallocrate pouvons-nous, sans renier nos engagements et nos principes, choisir délibérément d'oeuvrer au sein de ce même pouvoir? Ne vaudrait-il pas mieux nous tenir à l'écart jusqu'au moment opportun où, dans une société renouvelée, nous pourrions participer à l'instauration d'une forme de pouvoir basée cette fois sur la collaboration et la congestion, du type de celle que pratiquent déjà d'ailleurs plusieurs organisations féministes?

A mon avis, il existe une troisième alternative qui consiste à combiner les deux options précédentes en vue de hâter le plus possible la réalisation de notre ultime objectif d'égalité. En effet, tout en étant consciente des dangers de récupération que cela comporte dans un système capitaliste et patriarcal, j'aime assez personnellement comparer la lutte des femmes à une lutte de guérilla: lutte de tous les instants, dans l'ombre aussi bien qu'au grand jour, lutte qu'il faut mener sur tous les fronts, en ouvrant toutes les brèches, lutte qui peut facilement devenir aussi une guerre de subversion et qui, pour être menée à bien, exige parfois qu'on pénètre dans le camp de l'adversaire afin de le battre sur son propre terrain, à son propre jeu.

Qu'on me comprenne bien cependant: je ne préconise pas ici l'utilisation des mêmes moyens que l'adversaire, ni

l'instauration d'un même type de pouvoir. Je pense seulement qu'il faut travailler à la construction de cette société nouvelle en utilisant tous les moyens qui sont actuellement à notre disposition. Comme le rappelle Jill Vickers "political and economic power are the critical tools both for those who wish to perpetuate existing social arrangements and for those who wish to change them."(4)

Dans la présente conjoncture les femmes ne peuvent compter que sur elles-mêmes et doivent donc s'efforcer d'être là où sont prises toutes les décisions qui les concernent de près ou de loin. Le retrait, l'indifférence, les tergiversations sont autant de pas en arrière qui ralentissent encore davantage le rythme des changements et qui rendent la tâche encore plus lourde et plus difficile aux quelques femmes qui occupent des postes de pouvoir. Il est impossible d'influencer une décision, de faire pencher un vote, de faire évoluer des attitudes et de modifier des comportements si nous ne sommes pas constamment présentes et vigilantes, collectivement par nos groupes de pression, et individuellement par ces "femmes-exceptions," dont il faut augmenter le nombre le plus rapidement possible pour que disparaisse précisément leur caractère exceptionnel.

#### Les obstacles à surmonter

La partie est loin, toutefois, d'être

gagnée car, en plus des obstacles structurels et institutionnels, nous devons surmonter, en chacune de nous, des entraves très profondes résultant du conditionnement subi pendant toute notre enfance et notre adolescence, et dont il est bien difficile de se défaire à l'âge adulte. Notre éducation nous a, en effet, préparées davantage à la passivité qu'à l'action, à la soumission qu'au sens de l'initiative. Fortement ancrée dans la tradition catholique, l'éducation des Québécoises visait à faire des petites filles des êtres de seconde classe, dépendantes financièrement et émotivement des hommes, et, autant que possible, heureuses de l'être. En d'autres mots, nous avons été conditionnées à être, vous savez bien, cette femme qu'on trouve toujours derrière chaque homme. . . .

Dans ces conditions on comprend que Phillis Chessler considère que:

n'importe quelle femme qui réussit à s'intéresser à la vie sociale et à maîtriser divers pouvoirs directement et non pas à travers ou pour un homme ou une famille, commet, au sein du royaume psychologique du patriarcat, un acte radical, c'est-à-dire un acte qui risque d'être gagnant. (5) (p. 300)

Mais encore faut-il que les femmes prennent ce risque. Or l'éducation que nous avons reçue a aussi fait de nous des êtres qui ont peur. Après la peur des colères de notre père, la peur du tonnerre et celle du bonhomme sept-

heures nous avons appris la peur de déplaire, la peur de froisser, la peur du ridicule et celle des responsabilités autres que celles concernant le mari, les enfants et la maison. Faut-il s'étonner alors que spontanément la réaction de bien des femmes en soit une de retrait lorsque l'on fait appel à elles pour exercer des fonctions qui demandent qu'elles s'affirment et qu'elles se battent, et ce dans une position largement minoritaire. Nous sommes dans un cercle vicieux: l'assurance et la confiance en soi se développent dans l'action. Or les femmes refusent l'action précisément parce qu'elles manquent d'assurance et de confiance en elles-mêmes. Il importe donc de bien vite briser ce cercle en nous apportant les unes aux autres le soutien et l'endurance nécessaires dans nos nouvelles initiatives. C'est seulement ainsi que nous pourrions constituer des modèles d'action, et des images de femmes que nous pourrions fièrement léguer à nos filles par la suite.

Malheureusement, tous les obstacles psychologiques et psychosociologiques que nous rencontrons ne sont pas du domaine inconscient, et je profite du fait que nous sommes entre femmes pour rappeler que certaines attitudes, certains refus de s'impliquer sont aussi parfois le résultat de calculs bien rationnels, de motivations bien conscientes de la part des femmes. Nous savons toutes que, malgré l'évolution des mentalités, le fait de se définir

et d'agir en tant que féministes comporte certains risques, et même des risques certains, sur le plan personnel dans nos rapports avec nos partenaires masculins aussi bien que sur le plan professionnel dans nos relations avec nos collègues et nos supérieurs. La solitude nous guette. Peu d'hommes, malgré, ou plutôt, à cause de leur conditionnement à l'autorité et au pouvoir, se sentent en parfaite sécurité sur le plan affectif aussi bien que social et professionnel lorsqu'ils sont en présence d'une femme "intelligente." Françoise Collin a raison de dire que "l'intelligence, qui constitue pour l'homme un atout dans la séduction, reste le plus souvent encore pour la femme un handicap." (6) Et j'ajouterais que c'est encore pire lorsque cette même femme est en plus une féministe convaincue. Rien d'étonnant que les femmes éprouvent de plus en plus de plaisir à être ensemble, n'est-ce pas?

Avant de conclure mes observations, entre femmes, je voudrais commenter brièvement une remarque de Sheila Finestone à propos de l'épithète de "féministe." Si le terme a été "apprivoisé," comme elle le disait jeudi soir durant le panel, c'est à mon avis en grande partie parce qu'il a été aussi galvaudé, notamment dans la presse à grand tirage et la publicité. Il serait temps de revenir à une définition plus rigoureuse. Nous verrions mieux alors, comme l'intervention de Rosemary Brown nous l'a

démonstré durant le panel, qu'il n'y a pas de contradiction entre la poursuite d'objectifs socialistes et le féminisme. Au contraire. La lutte de femmes est révolutionnaire parce qu'elle remet en cause les fondements mêmes de l'ordre social capitaliste et patriarcal basé sur l'exploitation des pauvres, parmi lesquels les femmes sont majoritaires, et des différences raciales, culturelles et biologiques pour maintenir les inégalités. Il faut cesser d'avoir peur des mots, de ces deux mots particulièrement, socialisme et révolution, mais pour éviter qu'ils soient à leur tour galvaudés, nous devons poursuivre des recherches théoriques parallèlement à toutes nos actions plus concrètes.

Enfin, puisque comme je le disais au début, c'est dans notre vie quotidienne et dans notre milieu de travail respectif que nous sommes amenées à lutter en priorité, je terminerai cette communication en vous exposant brièvement quelques revendications des femmes qui travaillent à l'université. Pour nous, que nous soyions étudiantes, employées, professionnelles ou professeurs, l'objectif est d'amener l'université à assumer son rôle d'agent de changement dans la société québécoise. Actuellement, par exemple, les professeurs féminins de l'université Laval veulent forcer l'administration à leur accorder un véritable congé de maternité et refusent non seulement la récupération de leur tâche avant ou après le congé mais aussi les tracasseries de l'assurance-

chômage qu'elle voudrait leur imposer. "Accoucher c'est pas chômer" était notre slogan durant une manifestation organisée récemment sur le campus. Nous sommes bien conscientes qu'avec une telle revendication nous contestons toute la politique actuelle en matière de congés de maternité, et ce pour toutes les femmes, quel que soit leur métier. Mais si l'université bouge sur ce point elle entrainera avec elle d'autres secteurs professionnels et aura alors joué véritablement le rôle dynamique qui doit être le sien.

Il est peut-être utile de préciser qu'en ce qui concerne la maternité les femmes professeurs à l'université rencontrent des difficultés considérables qui proviennent bien sûr de l'administration, laquelle n'hésite pas à faire les calculs les plus mesquins pour refuser aux femmes le congé qu'elles réclament, mais aussi en partie de la mentalité traditionnelle de plusieurs collègues masculins. Non seulement la maternité est-elle encore trop souvent conçue comme un acte purement privé-il nous faut rappeler à ces intellectuels qu'il s'agit au contraire d'un acte social sur lequel repose l'existence même de notre société,--mais la femme professeur se voit pratiquement refuser le droit d'être aussi une femme "tout court" et de concilier carrière et maternité. C'est un peu comme si on nous disait: "Vous avez voulu une carrière, et bien maintenant tant pis

pour vous. Si vous voulez des enfants, démissionnez." J'exagère à peine tant dans la réalité jusqu'à très récemment, avant la syndicalisation des professeurs d'université, les femmes qui choisissaient d'être mères risquaient de compromettre sérieusement leur carrière académique.

Mais en tant que professeur d'université il y a d'autres changements pour lesquels nous sommes en mesure de travailler. Je pense à l'instauration de véritables programmes d'éducation permanente, par exemple. Nous savons que les femmes sont majoritaires dans la population étudiante inscrite à ces programmes, mais nous savons aussi que, pour diverses raisons, ce secteur de l'éducation est encore considéré comme une éducation au rabais et de qualité inférieure. Des changements doivent donc être apportés dans la conception même de l'éducation permanente afin de répondre aux attentes de la population et pour faire en sorte que les programmes s'inscrivent davantage dans la réalité du milieu. D'autres changements devront aussi être entrepris sur le plan administratif pour faciliter la mobilité des étudiants à l'intérieur des divers programmes et pour encourager les professeurs à s'y intéresser davantage. A mon avis, tant que les cours à l'éducation permanente ne seront pas intégrés à la tâche normale des professeurs réguliers et tant que ces programmes d'éducation ne seront pas à leur tour intégrés dans les programmes réguliers des diverses

facultés, les étudiants, et parmi eux une majorité de femmes, continueront à être pénalisés.

Enfin, les femmes professeurs peuvent faire en sorte que se développent dans tous les secteurs des cours à l'arrière desquels sont exposés les fondements de l'oppression des femmes et dénoncées toutes les formes de discrimination à leur égard. Il s'agit là d'une formule de conscientisation qui a porté des fruits puisque les femmes qui ont suivi ces cours sont plus critiques ensuite aussi bien face à la matière de leurs autres cours que devant les attitudes de leurs professeurs, sans parler des conséquences dans leur vie privée. Cependant elle ne sera vraiment efficace que lorsque qu'elle pourra être suffisamment systématique pour que davantage d'hommes s'inscrivent aussi à ces cours. Comme dans cette tâche les "femmes-exceptions" qui sont actuellement professeurs à l'université ont besoin que d'autres femmes se joignent à elles, elles se doivent de faire des pressions en faveur d'une véritable "affirmative action" selon laquelle, au moment de l'engagement de nouveaux professeurs, les femmes se voient véritablement accorder la priorité, au moins dans les secteurs où elles ne sont pas encore également représentées. Il faut pour cela que la représentativité des femmes soit calculée sur leur présence dans la société globale où elles constituaient 52% de la popu-

lation et non plus sur l'inégalité actuelle dans les universités.

Pour conclure, je veux seulement rappeler que, s'il y a une large mesure d'utopie dans toutes les remarques que je viens de faire--tout comme d'ailleurs dans les "recommandations" du Conseil du Statut de la femme et dans les revendications des féministes québécoises--il s'agit, pour reprendre l'expression de Friedrich Engels, d'une "utopie révolutionnaire" puisque sa réalisation se trouve contenue dans les potentialités actuelles de la société québécoise et que, donc, elle est du domaine du possible. A nous de faire les pressions nécessaires....

#### NOTES

1. Simone de Beauvoir, Tout compte fait (Paris: Gallimard, 1972), p. 38.
2. La notion de pouvoir est prise ici dans le sens large d'influence, de décision et de contrôle dans quelque domaine d'activité que ce soit. (Conseil du statut de la femme, éditeur officiel du Québec, 1978).
3. Rapport du Comité sur la situation de la femme préparé à la demande de la Fédération des Associations de Professeurs d'université du Québec. (Sherbrooke, 1er mars 1978).
4. But can you type? (Toronto: Clarke, Irwin & Company Limited in association with the Canadian Association of University Teachers, 1977).
5. Phillis Chesler, Women and Madness (New York: Avon Publications, 1972), p. 3
6. "Le féminisme pour quoi faire?" tiré à part de l'article "Féminité et féminisme," Les Cahiers du GRIF.